



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Echos-sur-le-debat-economique-en>

Échos sur le débat économique en URSS

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1990 - N° 890 - juin 1990 -

Date de mise en ligne : mardi 17 mars 2009

Date de parution : juin 1990

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Si les pays de l'Est se jettent à corps perdu dans le libéralisme, (encore que certains, comme la RDA, commencent à se poser quelques questions) l'Union Soviétique s'interroge, elle, sur son avenir économique, comme en témoignent de nombreux titres de la revue "Actualités soviétiques" "Reconversion", "Le rouble convertible : mythe ou réalité ?" (N° 932 du 20.4.90), "Réforme", "Apprendre le marché" (N° 936 du 25.4.90), "Les problèmes économiques et les moyens de les résoudre", "Les voies difficiles de la privatisation" (N° 938 du 4.5.90), etc ... On voit à la lecture de ces articles que si tout le monde s'accorde à reconnaître que l'économie, dite socialiste, telle qu'elle était pratiquée en URSS jusqu'à présent, a été un échec, le "passage à la régulation de l'économie par le marché" ne va pas sans poser de sérieux problèmes aux économistes et dirigeants soviétiques. C'est ainsi que S. Chataline, grand économiste et membre du conseil présidential, met en garde "contre des opérations neurochirurgicales avec une hache" lors du passage au marché. Il faut, dit-il, "tenir compte entre autres choses, du fait que la population n'y est pas préparée ... Si nous voulons mettre en place une économie saine et non une fosse commune, il faut agir avec prudence et de manière avisée, la première tâche étant de garantir que les catégories de la population faiblement et moyennement rémunérées ne soient pas affectées par le passage à une économie de marché." La réforme ne peut être réalisée que sur la base de l'entente nationale, de la confiance envers le gouvernement. Pour cela, le gouvernement doit prouver par des actes qu'il contrôle la situation, qu'il sait ce qu'il faut faire et qu'il n'ignore pas les conséquences éventuelles de ses mesures. Le marché est un excellent mécanisme mais il ne résout pas tous les problèmes." Le marché c'est donc la grande affaire de l'URSS. On en parle beaucoup et on écrit beaucoup à son sujet.

Les Japonais qui ont la réputation d'être de fins connaisseurs du marché estiment que les transformations politiques, le processus impétueux de démocratisation, la nouvelle approche de la politique extérieure ont devancé la réforme économique "Le chemin soviétique vers le marché s'avère plus long et plus difficile qu'on ne le croyait au stade initial de la perestroïka." Pour L. Abalkine, vice-président du Conseil des Ministres de l'URSS, il n'est pas question de suivre le même chemin que les autres pays de l'Est. L'analyse approfondie des processus qui s'opèrent en Pologne et dans les autres pays de l'Est montre qu'il est impossible de calquer notre modèle sur ce qui a été fait ailleurs. Les pays sont différents, chacun a son histoire politique et économique, ses traditions, ses problèmes économiques et politiques. Donc les spécialistes et hommes d'Etat soviétiques utilisent tout ce qui est intéressant et utile dans les autres pays après s'en être assuré au filtre des problèmes concrets de l'URSS avant de décider des voies à prendre pour instaurer le marché Etant donné la complexité du chemin que l'économie soviétique a pris depuis la perestroïka, le chemin de l'économie de marché, c'est celui de la "Terra Incognita" ; ce sont des sentiers inconnus sur lesquels de nombreux imprévus nous guettent. Le marché, c'est la liberté du vendeur et du client, sinon le marché n'existe pas. Or, le dogme officiel refusait cette liberté, ce qui a conditionné fortement les soviétiques. On peut aussi se demander ce que deviendront les relations avec les autres pays de l'Est habitués depuis des générations à des livraisons soviétiques strictement centralisées. Abalkine répond : "Le problème du commerce extérieur est étroitement lié à la solution des problèmes économiques intérieurs. Nous insistons sur l'élargissement de l'indépendance des entreprises soviétiques, tant d'Etat que les coopératives, et sur l'extension de leur liberté, y compris pour l'établissement de leurs plans et l'écoulement de leur production." Les responsables gouvernementaux sont conscients que cette conception du gouvernement soviétique implique le passage aux prix mondiaux et aux règlements en monnaies convertibles. C'est un sujet qui chauffe les passions des économistes soviétiques. Si tout le monde est unanime pour reconnaître la nécessité de cette convertibilité, on s'interroge pour savoir s'il faut l'introduire dès aujourd'hui ou attendre le moment propice et comment l'introduire. La grande question est : l'Union Soviétique est-elle capable d'assurer la parité-or du rouble ou sa parité-marchandise adéquate ? Nous noterons pour notre part qu'assurer la parité-or nous semble tout à fait démodé, puisque chacun sait que cette parité n'existe plus pour aucune monnaie !

Échos sur le débat économique en URSS

En ce qui concerne la parité-marchandise, les économistes soviétiques reconnaissent qu'elle est actuellement impossible car le pays manque de marchandises pour satisfaire la demande alimentaire des consommateurs. Le déficit est estimé à environ 165 milliards de roubles, ce qui constitue près de la moitié du chiffre d'affaires annuel du commerce du pays. De plus il existe une demande différée de 340 milliards de roubles déposés à la Caisse d'Épargne destinés à des achats de longue durée : voitures, appartements en copropriété, meubles,... Dans ces conditions il n'est pas sérieux d'intervenir avec le rouble sur les marchés internationaux : sans la convertibilité intérieure, la convertibilité extérieure n'est pas possible non plus. Un des conseillers économiques du Président, N. Pankov, fait remarquer : "*Nous ne réussirons pas à restructurer notre économie sans la rendre ouverte sur le marché mondial. La tentative de l'assainir sans participer activement à la division internationale du travail est une voie absurde. Nous avons besoin de technologies occidentales, de capital occidental. Mais nous ne les aurons jamais si nous ne pouvons pas les rembourser avec un rouble fort*".

Post-scriptum :

Il paraît que l'idée de la convertibilité urgente du rouble soviétique s'est aussi emparée des experts étrangers à tel point que le Fonds FERS et l'Institut Eselen des États Unis ont lancé, en collaboration avec l'institut d'Économie de l'Académie des Sciences de l'URSS, un concours international pour le meilleur projet de transformation du rouble en monnaie librement convertible. Le gagnant se verra attribuer un prix de 25 000...dollars !